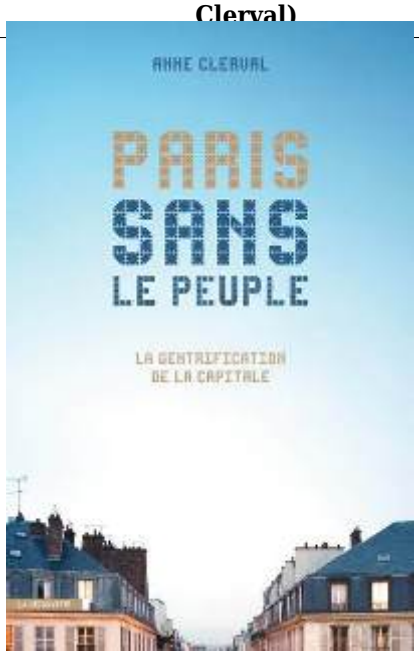

A. Clerval, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, septembre 2013, p. 31-37.

Débat en présence de l'auteure, **mercredi 18 septembre 2013 à 20h** au CICP (21 ter rue Voltaire Paris XIe), organisé par la librairie Quilombo.

La désindustrialisation et ses conséquences

Dans la seconde moitié du xix^{e} siècle, l'haussmannisation est un facteur d'embourgeoisement de Paris, mais elle se heurte à la croissance industrielle dans la capitale française, qui attire la main-d'œuvre rurale de tout le pays et d'ailleurs, venant renforcer la classe ouvrière parisienne. Si l'haussmannisation permet le maintien de la bourgeoisie intra-muros et jette les bases d'une reconfiguration spatiale des classes sociales dans Paris et entre Paris et la banlieue, la ville reste majoritairement populaire, alimentée par la croissance des emplois industriels. Le contexte devient tout autre avec la désindustrialisation, qui s'amorce dès la fin du xix^{e} siècle dans le centre de Paris.

Vers une ville postindustrielle ?

Le Paris industriel et ouvrier a connu son apogée dans l'entre-deux-guerres et ses dernières heures de gloire dans les années 1950. La seconde moitié du xx^{e} siècle est marquée par la désindustrialisation progressive de la ville et les mutations qu'elle accompagne. Au début du xxi^{e} siècle, Paris est plus connue pour son attrait culturel et touristique et ses services stratégiques aux entreprises que pour son industrie, et sa nouvelle image n'a de cesse de faire oublier ce passé révolu.

Ainsi, le Grand Paris du géographe Jean Bastié était encore un pôle industriel au début des années 1970 avec presque 40 % d'emplois dans les entreprises du secteur secondaire, assurant 25% de la valeur ajoutée nationale dans l'industrie[1]. Aujourd'hui, les emplois industriels ne représentent plus que 9 % des emplois de la région Île-de-France.

Paradoxalement, celle-ci est à la fois la région française la moins industrialisée – c'est-à-dire celle dans laquelle les emplois industriels sont les moins importants parmi l'ensemble des emplois – et la première région industrielle de France, avec 14 % des emplois industriels du pays[2].

La désindustrialisation de Paris a commencé près d'un siècle avant les mutations récentes du système productif mondial, par le glissement géographique progressif de l'industrie, du centre vers la périphérie, et la spécialisation croissante de Paris dans le secteur tertiaire supérieur. Dès la fin du xix[e] siècle, des industries parisiennes quittent les quartiers artisanaux de la rive droite pour la proche banlieue, à la fois pour disposer de plus d'espace et pour s'affranchir de l'octroi sur les matières premières[3]. Les grandes usines métallurgiques profitent du développement du réseau ferré pour s'installer en proche couronne, seule à même de leur offrir l'espace nécessaire à leur implantation. Ce glissement de l'industrie vers la périphérie suit d'abord les radiales de transport, puis essaime dans le cadre d'un véritable desserrement encouragé par les pouvoirs publics après la Seconde Guerre mondiale. La politique des zones industrielles regroupant plusieurs entreprises dans un espace spécifique s'accompagne d'une séparation croissante entre la conception et la gestion d'un côté et la production de l'autre, cette dernière s'éloignant de plus en plus, d'abord en province à la faveur de la « décentralisation industrielle », puis à l'étranger.

C'est le cas de l'entreprise de fabrication automobile Renault, qui fut d'abord centrée sur l'usine mythique de Boulogne-Billancourt où la famille Renault avait une résidence secondaire et à proximité de la première clientèle aisée de l'automobile dans l'Ouest parisien[4]. Dès l'entre-deux-guerres, une usine est ouverte au Mans, aux confins occidentaux du Bassin parisien, puis deux grandes usines de montage et de mécanique sont créées dans la grande couronne parisienne dans les années 1950, respectivement à Flins dans les Yvelines et à Cléon en Seine-Maritime, toutes deux sur les bords de la Seine. Depuis, l'entreprise a installé des usines de production sur tous les continents. En 1992, l'usine historique de l'île Séguin à Boulogne-Billancourt est fermée, mais le siège social y demeure toujours. Et quelques années plus tard, en 1998, est ouvert le Technocentre Renault à Guyancourt dans la ville nouvelle de Saint- Quentin-en-Yvelines, qui réunit toutes les fonctions abstraites en amont et en aval de la production. Cela rejoint la constitution d'un pôle scientifique et techno-industriel en Île-de-France : selon Edmond Préteceille, « la désindustrialisation est donc doublement sélective, selon les secteurs et les catégories d'emplois »[5]. Malgré l'externalisation croissante des fonctions auxiliaires de la production, la concentration géographique des fonctions abstraites dans l'agglomération parisienne contraste désormais avec la dispersion internationale des sites de production. C'est pour cette raison que l'on peut réfuter la notion de désindustrialisation :

> « Au cours du dernier demi-siècle, une chute spectaculaire des fonctions et des emplois de production s'est bien produite, mais non de l'industrie en tant que telle. Au cours des trente dernières années, alors que ces fonctions de production quittaient la région, les fonctions de gestion, d'administration et de recherche-développement du secteur industriel y connaissaient un essor considérable, se concentrant pour moitié en Île-de-France. La fermeture des grands sites industriels, tels que celui de Renault Billancourt, a marqué symboliquement la fin d'une époque au cours de laquelle s'était constituée une classe ouvrière fortement organisée […]. Simultanément, d'autres fonctions et d'autres pôles d'emploi se sont développés : le premier d'entre eux fut la

Défense, dès les années 1950 »[6].

Ce que l'on appelle désindustrialisation est en fait une restructuration du secteur industriel, selon le principe de la dissociation fonctionnelle : les différentes fonctions d'une même entreprise sont distinguées, notamment entre fonctions abstraites (ou périproductives) et fonctions concrètes (productives), requérant chacune une main-d'œuvre bien différente, et peuvent être localisées dans des lieux distincts, même très éloignés les uns des autres. Dans un système capitaliste fondé sur la recherche du profit, chaque fonction peut ainsi être localisée là où c'est le plus rentable pour les détenteurs des capitaux : les fonctions de conception, de gestion et de commercialisation demandant une main-d'œuvre qualifiée et un environnement urbain performant (efficacité et fiabilité des réseaux de transports notamment) se concentrent dans les métropoles des pays capitalistes dominants, tandis que les fonctions de fabrication assurées par la main-d'œuvre ouvrière sont localisées dans les pays où le capitalisme est dit émergent, c'est-à-dire là où les salaires sont bas, mais aussi le droit du travail minimal, la sécurité sociale inexistante ou embryonnaire et la législation environnementale (beaucoup) moins contraignante. Les pays capitalistes avancés continuent donc de dominer le monde, en particulier par la captation des profits liés à la production industrielle, mais en déplaçant très loin à la fois l'exploitation humaine et la destruction de l'environnement (sur place ou à travers le développement exponentiel des transports de marchandises sur lequel repose un tel système).

Cette dissociation fonctionnelle ainsi que l'externalisation de certaines fonctions auxiliaires entraînent donc le déplacement ou la délocalisation à l'étranger des usines de fabrication auxquelles est associée l'industrie dans l'imaginaire collectif. La désindustrialisation partielle qui en résulte est généralement identifiée comme la principale cause de la gentrification des centres-villes et toutes deux sont souvent présentées comme inéluctables.

Pourtant, cette dissociation fonctionnelle et spatiale résulte de la conjonction entre la réorganisation de la production selon des intérêts privés et les politiques publiques qui l'ont accompagnée. Ce qui était au début une stratégie interne des entreprises capitalistes pour augmenter leur rentabilité a été directement encouragé par l'État à travers la politique dite de « décentralisation industrielle » menée par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar)[7] dans les années 1960. Il s'agissait de déconcentrer l'industrie parisienne en faveur de régions moins industrialisées du Bassin parisien ou de l'ouest de la France. Elle a fait le bonheur des industriels qui, avec le soutien de l'État, ont pu bénéficier de la main-d'oeuvre rurale, souvent féminine, catholique, moins payée et moins syndiquée de l'ouest de la France. Cette politique n'a été que le prélude au sacrifice délibéré de la production industrielle (en France comme dans les autres pays capitalistes dominants) dans l'ensemble du pays.

Paris, métropole mondiale dans le système capitaliste néolibéral

Neil Smith voit dans cette internationalisation de la production la principale originalité de la mondialisation néolibérale, bien plus que dans l'importance du commerce international ou de la finance[8]. Elle correspond à la logique capitaliste de l'arrangement spatio-temporel (*spatio-temporal fix*) développée par David Harvey, soit cette « faculté du capitalisme de comprimer la lutte des classes par le biais d'une division géographique visant sa domination »[9]. Afin de remettre en cause la relative redistribution des richesses entre

capital et travail concédée par la bourgeoisie durant les Trente Glorieuses, celle-ci choisit d'utiliser la baisse des coûts de transport pour reporter ailleurs la dynamique d'accumulation du capital. Elle est soutenue en cela par les États : ce sont eux qui mettent en place progressivement l'intégration croissante de l'économie à l'échelle continentale ou mondiale à travers les institutions internationales comme l'Union européenne ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La rapidité et la faiblesse des coûts de transport, tendance de long terme depuis la première révolution industrielle, ne suffisent pas à expliquer l'internationalisation actuelle de la production. Celle-ci passe tout autant par l'abaissement ou la suppression des barrières douanières sur les marchandises, l'harmonisation des normes facilitant les échanges et la levée du contrôle des capitaux, tous les ingrédients formant le libre-échange. Cette intégration internationale de l'économie appelée « mondialisation » n'est donc pas une évolution « naturelle » du capitalisme, mais un choix politique, qui s'appuie sur un tournant idéologique réactionnaire depuis le début des années 1980[10].

Ce que l'on appelle « mondialisation » n'est autre que la poursuite à l'échelle mondiale du « développement spatio-temporel inégal »[11], qui accroît la puissance économique des centres de commandement du système capitaliste et maintient dans la pauvreté les périphéries. L'accumulation dans les espaces périphériques passe en effet par la dépossession, que ce soit à travers l'appropriation privée de biens communs (privatisation des terres collectives et des services publics, marchandisation du vivant, etc.), la prolétarisation extrême de la population rurale des pays en voie d'industrialisation, ou encore la domination financière des pays pauvres ou dits « émergents » à travers le système de la dette[12]. Cette accumulation par dépossession s'appuie sur la domination raciste, étant réservée depuis la colonisation aux populations « racisées » (c'est-à-dire constituées comme inférieures par les Blancs), même si elle s'étend au sein même du prolétariat blanc à travers la précarisation croissante, la remise en cause de la sécurité sociale ou la privatisation des services publics. Elle se retrouve au sein même des pays dominants à travers la surexploitation des travailleurs migrants, ou par la transformation des enfants d'immigrés en un sous-prolétariat durablement exclu du marché du travail. Or ces populations habitent souvent au centre des villes et sont directement confrontées à la gentrification. Ce rapport de domination de classe et de « race » réactualisé par le capitalisme néolibéral se retrouve donc au cœur même des villes, et en particulier des métropoles mondiales comme Paris.

Au sein des pays dominants, ces mutations internationales du système productif entraînent un processus de métropolisation : les fonctions de direction et de conception et les services stratégiques aux entreprises, comme la finance ou le conseil, se concentrent de plus en plus dans un petit nombre de grandes villes. Certaines de ces métropoles sont au centre du système par leur puissance de commandement de l'économie mondiale, que ce soit par l'importance de la capitalisation boursière, le nombre de banques, ou encore celui des sièges sociaux : ce sont les villes mondiales (*global cities*). Nœuds du système capitaliste mondialisé, elles contrôlent la circulation des capitaux et la production de biens et de services à l'échelle internationale. La sociologue néerlando-étatsunienne Saskia Sassen a popularisé cette notion en l'approfondissant à partir de l'exemple de New York, Londres et Tokyo[13]. Ces villes mondiales ont émergé dans les années 1980 avec le développement spectaculaire de la finance internationale, d'où le rôle particulier attribué par Saskia Sassen aux trois principales places boursières du monde.

Or Paris fait indéniablement partie des villes mondiales : située à peu près au 25^{e} rang des plus grandes villes du monde pour sa population selon différents classements, elle figure au 5^{e} ou 6^{e} rang de la richesse produite par les plus grandes métropoles derrière Tokyo, New

York, Los Angeles et Chicago, au coude à coude avec Londres. Comme le vante l'Agence régionale de développement de Paris Île-de-France, la métropole parisienne est un « centre de décision de rang mondial », deuxième ville derrière Tokyo pour les sièges sociaux des 500 plus grandes entreprises du monde par leur chiffre d'affaires (Fortune 500) et deuxième ville derrière Bruxelles pour l'accueil d'organisations internationales[14]. Comme pour Londres, c'est la concentration des centres de décision économique dans la capitale, héritière de la centralisation politique, qui explique le poids de Paris en France, en Europe et dans le monde : avec 11,8 millions d'habitants, la population de l'Île-de-France représente environ 19% de la population française[15], soit la même proportion qu'en 1975[16], mais la région-capitale produit environ 29 % de la richesse nationale, et près de 4 % du PIB de l'Union européenne[17]. Cette puissance économique repose notamment sur la place de Paris dans les réseaux de transport – véritable hub avant la lettre à l'échelle nationale et internationale –, la concentration de la recherche dans ce qui représente le premier pôle européen dans ce domaine, la qualité des équipements publics et l'attractivité culturelle qui fait de Paris la première ville visitée au monde. Les secteurs clés de la métropolisation sont ceux qui produisent le plus de valeur ajoutée : 24 % du PIB de la région sont produits par les services aux entreprises et 23 % par les activités financières et immobilières[18], l'éducation, l'action sociale, la santé et l'administration venant bien après, avec 16 % du PIB.

La finance dans les villes mondiales n'est plus seulement l'auxiliaire de la production de marchandises, mais devient elle-même une source de plus-value[19]. Or, selon Neil Smith, la gentrification a acquis une place stratégique dans le marché immobilier et bancaire, et dans la production de la plus-value financière[20]. La gentrification n'est donc pas seulement une transformation matérielle et sociale de l'espace urbain, mais aussi un élément clé de l'économie des villes mondiales. Saisir l'ampleur de ce processus à Paris est une question d'autant plus importante qu'elle revêt cette double dimension.

De centre de production industrielle, Paris est donc devenu un pôle de commandement de l'économie mondiale, notamment à travers les nombreux sièges sociaux de firmes multinationales qui y sont implantés. Elle est également un centre d'accumulation capitaliste en soi, que ce soit en tant que centre de consommation ou comme lieu de spéculation immobilière, deux domaines dans lesquels la gentrification joue un rôle non négligeable.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

⇧**1** Jean Bastié, *Géographie du Grand Paris*, Masson, Paris, 1984.

⇧**2** INSEE, RP 2008.

⇧**3** Jean BASTIÉ, La Croissance de la banlieue parisienne, *op. cit*.

⇧**4** *Ibid*.

⇧**5** Edmond Préteceille, « Inégalités, division sociale et ségrégations : les transformations récentes de la métropole parisienne », *in* Gilles Duhem, Boris Grésillon et Dorothée Kohler-Luginbühl (dir.), *Paris-Berlin : regards croisés sur deux capitales européennes*, Anthropos, Paris, 2000, p. 117.

⇧**6** Catherine Rhein, « Changements sociaux et transformation de l'espace », *in* Thérèse Saint-Julien et Renaud Le Goix (dir.), *La Métropole parisienne. Centralités, inégalités, proximités*, Belin, Paris, 2007, p. 143.

⇧**7** Aujourd'hui, Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale. Entre 2005 et 2009, elle s'est symptomatiquement appelée Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT).

⇧**8** Neil Smith, « New globalism, new urbanism : gentrification as global urban strategy », *Antipode*, 2002, vol. 34, nº 3, p. 427-450.

⇧**9** David Harvey, *Géographie et capital*, Syllepse, Paris, 2010, p. 245.

⇧**10** Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, Paris, 2004 (rééd. Agone, Marseille, 2012).

⇧**11** David Harvey, *Géographie et capital*, *op. cit.*

⇧**12** David Harvey, *Le Nouvel Impérialisme*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2010.

⇧**13** Saskia Sassen*, La Ville globale, New York, Londres, Tokyo*, Descartes & Cie, Paris, 1996.

⇧**14** Econovista, « Chiffres et données sur l'Îlede- France », 2011 : <http://www.econovista. com>.

⇧**15** IAU Île-de-France, INSEE, CRCI Paris Île-De-France, *Les Chiffres clés de la région Île-de- France*, 2011, p. 8 (disponible sur le site Internet de l'IAU : <www.iau-idf.fr>).

⇧**16** Philippe Pinchemel, *La Région parisienne*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1979, p. 13.

⇧**17** IAU Île-de-France *et al.*, *Les Chiffres clés de la région Île-de- France*, *op. cit.*, p. 10.

⇧**18** *Ibid*, p. 11.

⇧**19** Saskia Sassen*, La Ville globale, New York, Londres, Tokyo*, *op. cit.*

⇧**20** Neil Smith, « New globalism, new urbanism : gentrification as global urban strategy », *loc. cit*.